

Bordeaux, le 18 septembre 2015

**EN GIRONDE SUPPRESSION DE 600 EMPLOIS DEPUIS 2002, 41 EN 2015
SUPPRESSIONS DE SERVICES, RESTRUCTURATIONS,
CONDITIONS DE TRAVAIL DEGRADEES**

Tous les services de la DRFIP 33 sont à bout, exsangues, épuisés par les tâches, les conditions de travail et l'alourdissement exponentiel des sollicitations des usagers. La spirale infernale de la Démarche Stratégique, des centralisations départementales, bientôt régionales avec les contours de la future Région « Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes », alimente largement ces suppressions et restructurations incessantes !

Si les préconisations du **rapport de l'inspection générale des finances** paru en mai dernier sont appliquées c'est la disparition de nombreuses structures qui est en jeu. D'abord il s'agit de vider de leur substance les postes comptables et de centraliser certaines missions au niveau d'un département ou d'une région. Seraient créées des centres de services communs chargés de centraliser le contrôle et le paiement des dépenses et le contrôle et le paiement des recettes pour toutes les grandes collectivités. Il est aussi question de supprimer l'offre d'analyses financières du réseau comptable auprès des plus grandes collectivités, de centraliser l'offre de conseil au niveau de la DRFIP, de fusionner les paieries régionales et départementales...

Alors qu'à travers la réforme territoriale les communes sont appelées à se regrouper c'est donc **la disparition de nombreux postes comptables dont il est question et du resserrement accéléré du réseau vers les métropoles.**

Par ailleurs la réorganisation des SIE en pôle « métiers » préfigure le transfert de missions vers un SIE centralisateur et donc la fusion de SIE ou leur disparition. Les SIP seront aussi impactés par la mise en place de la retenue à la source. **Ce qui se profile est donc un abandon du territoire, avec des missions exercées essentiellement sur Bordeaux métropole, en grands plateaux et au mieux, un maintien d'un « front office », voire « d'antennes » ou permanences à l'extérieur.**

Les agents vont devoir subir la mobilité forcée. D'ailleurs, la Direction Générale vient de demander aux Directions locales de réfléchir à des fusions de RAN...

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques condamnent la politique budgétaire d'austérité. Elles s'opposent à toutes les restructurations qui ont un but commun : justifier la poursuite des suppressions d'emplois. Elles rappellent leur opposition à la réforme territoriale et exigent sans délai :

- la publication de la cartographie de toutes les restructurations à venir.
- l'arrêt immédiat suppressions d'emplois
- des emplois statutaires permettant des conditions de travail décentes et prenant sens dans l'exercice de nos missions régaliennes.
- Le maintien du réseau territorial
- la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice

Malgré de nombreuses revendications la Direction Régionale ne varie jamais d'un iota. En conséquence, **les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques de Gironde ne participeront pas, au Comité Technique Local de la DRFIP 33 programmé ce jour.**

"NON" à la destruction des services publics !



Paris, le 14 septembre 2015

Agir à la DGFIP : demain il sera trop tard !

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFTD Finances Publiques considèrent que la situation de la DGFIP est grave et alertent les personnels sur l'ampleur des restructurations en cours dans le réseau et sur leurs conséquences. Que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme territoriale ou de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP, tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est près d'un emploi sur quatre qui aura été détruit en 15 ans aux Finances publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour. De surcroît, la Cour des Comptes vient de faire savoir qu'il conviendrait de supprimer plus d'un fonctionnaire sur deux et de remettre en cause la réduction du temps de travail.

Alors même que les gouvernements successifs affichent la lutte contre la fraude fiscale et le contrôle de l'usage de l'argent public comme des priorités, les décisions arbitraires de suppressions continues des emplois nécessaires compromettent durablement l'exercice des missions. Faudra-t-il en arriver à la situation de la Grèce pour qu'enfin les missions de la DGFIP ne soient plus sacrifiées et que cessent les suppressions d'emplois ? Ou alors, le gouvernement a-t-il déjà décidé de confier tout ou partie de certaines missions au secteur privé comme en témoigne son acharnement à mettre en place la retenue à la source ?

- **Ne pas réagir, c'est permettre** le démantèlement d'encore plus de sites DGFIP. N'attendons pas d'être directement concernés pour agir.
- **Ne pas réagir, c'est cautionner** la destruction de nos services, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale.
- **Ne pas réagir, c'est admettre** implicitement la remise en cause de nos statuts particuliers, premier pas vers la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée.
- **Ne pas réagir, c'est aussi accepter** de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail.

D'ores et déjà des actions locales contre des fermetures de sites sont engagées (pétitions, manifestations, grèves).

C'est par la mobilisation des personnels, élus et usagers que l'on pourra stopper ce rouleau compresseur qui frappe toutes les missions et tous les postes ou services de notre administration et ainsi inverser la tendance.

Les syndicats de la DGFIP engagent et appellent les personnels à se mobiliser, à participer à toutes les actions locales ou nationales. Il y a urgence à faire obstacle à la destruction programmée de nos services, urgence à faire comprendre à la Direction Générale et au gouvernement qu'ils doivent renforcer les emplois de la DGFIP pour assurer nos missions de service public. De notre détermination et de notre capacité collective à nous mobiliser dépend notre avenir. Demain, il sera trop tard.